

fut également de travailler avec tous les membres de la délégation canadienne. Le Canada a abordé le travail de la conférence sur la sécurité avec le désir d'apporter une collaboration utile. Nos délégués n'avaient aucunement le désir ou la volonté de parler haut et d'insister déraisonnablement pour qu'on adopte notre point de vue particulier. Nous avons présenté des amendements de temps à autre, mais j'ajouterai, monsieur l'Orateur, que nous n'avons pas tenu à les faire adopter au point de nuire à l'adoption définitive de la Charte. Celle-ci était trop importante et trop essentielle pour que l'on permît à des considérations de cette nature de nuire à son adoption. En d'autres termes, nous avons cru mieux servir les intérêts du Canada et du monde en considérant la conférence comme une réunion d'esprits plutôt que comme un choc violent d'opinions. Le Canada n'a pas cherché à jouer un rôle d'éclat à San-Francisco. Mon but, et je suis certain de me faire l'interprète de ceux qui ont assisté à la conférence, était d'abord de bien m'acquitter de ma tâche, pour le Canada et pour le monde en général. En deuxième lieu, c'était de montrer au monde que le Canada est prêt à collaborer au maximum de ses moyens à la paix mondiale; qu'il est prêt à remplir et à assumer ses pleines obligations envers le monde; qu'en ce faisant il est prêt à ne se soustraire à aucun devoir national ou international et que notre pays est prêt à rejeter une fois pour toutes l'isolationisme.

Certes, la position géographique et nationale du Canada voulait dire que nous avions un rôle prépondérant à jouer dans les délibérations mêmes de la conférence. Les liens étroits qui nous unissent au Commonwealth des nations britanniques et aussi aux Etats-Unis d'Amérique, de même que l'amitié qui nous lie à tous les pays, grands et petits, ont valu au Canada un rôle de premier plan par la puissante influence qu'il a exercée sur les travaux généraux de la conférence. J'ai constaté, à San-Francisco, que le Canada n'est l'ennemi de personne et l'ami de tous.

Je pense pouvoir parler avec beaucoup d'autorité et par expérience en disant que, parmi toutes les nations qui ont assisté aux séances plénières du comité, jour et nuit, il n'y en a pas eu de plus populaire à San-Francisco que notre bon vieux Dominion du Canada.

J'ai fait allusion, tout à l'heure, au Commonwealth des nations britanniques. Or, j'aimerais dire un mot au sujet de la part que le Commonwealth a prise dans les délibérations de la conférence mondiale. Ce que je dis à ce sujet sera corroboré, j'en suis certain, par tous ceux qui se trouvaient là. Je ne me suis jamais senti aussi fier de ce que le Canada fait partie du grand Commonwealth des na-

[M. Graydon.]

tions britanniques que lorsque j'ai assisté à la Conférence de San-Francisco. Les divers pays du Commonwealth s'y sont rendus dans un sain et vivace esprit de collaboration que j'ai cru devoir signaler à la Chambre. Le Commonwealth sortit vainqueur de toutes les épreuves auxquelles il fut soumis à la Conférence. Il s'est avéré l'entreprise internationale la plus parfaite vouée à la paix mondiale; il a été soumis à l'épreuve, a passé par le creuset de l'expérience, et en est sorti victorieux.

La plupart d'entre nous se rappellent le discours que le très honorable Anthony Eden, alors secrétaire aux affaires extérieures de Grande-Bretagne, a prononcé à l'extrémité de la table du greffier de la Chambre. Il a dit à cette occasion que le Commonwealth britannique était un modèle que le monde ferait bien d'imiter dans sa recherche de la paix. Je suis revenu de la Conférence de San-Francisco avec la conviction, confirmée depuis mon retour, que jamais plus qu'actuellement on a éprouvé le besoin d'unir étroitement les divers éléments du Commonwealth britannique.

Tous doivent se rendre compte combien il fut sage de tenir la Conférence au moment où le monde se tenait encore à l'ombre d'une hostilité armée. Je me demande si, dans le cas où cette ombre se serait dissipée avant les délibérations, les résultats obtenus à San-Francisco auraient été aussi grands et eu une importance aussi vitale.

A ce propos je signale aux honorables députés le rapport d'un journaliste éminent d'Ottawa, M. I. Norman Smith qui, entre autres, assistait à la Conférence, et dont il serait fort à propos de communiquer ce soir aux honorables députés les observations brèves mais vigoureuses sur l'ouverture de la Conférence. Dans son livre peu volumineux mais plein de renseignements, intitulé *San-Francisco, the First Step to Peace*, M. Smith dit ceci:

Après une bataille de dix mille mots entre le réalisme et l'idéalisme qui se termina en partie nulle, l'enthousiasme des auteurs de la charte s'était quelque peu ralenti. La conclusion du texte est très prosaïque: "Fait à San-Francisco, le vingt-six juin mil neuf cent quarante-cinq." Toutefois, la charte des Nations Unies, du fait qu'on l'a élaborée malgré des obstacles, n'en sera que plus efficace.

La conférence de San-Francisco a connu ses heures de lutte. Au début, on n'était pas sûr qu'elle se déroulerait; plus tard, on ne savait si elle s'achèverait. Quelquefois, lorsqu'on se reporte à ces deux mois de discussion, ceux d'entre nous qui ont assisté à la réunion se demandent ce qui l'a empêchée de faire fiasco. Le président Roosevelt, qui avait conçu l'idée de la conférence, est mort quelques jours avant son ouverture. De plus, les représentants polonais dont la Grande-Bretagne se portait garante, furent arrêtés. La discorde éclata entre la France, la Syrie et le Liban. L'opinion était